



10-07-2012

*Communiqué de Communistes Indre.
France Telecom continue de casser l'emploi*

A France Télécom Châteauroux (36), depuis l'annonce de la délocalisation du service appelé « Conduite d'Activité » sur Fleury les Aubrais (45), les salariés ont décidé de mener la lutte pour le maintien du site et le recrutement de personnel. **Ils étaient en grève le 12 juin, et ont reconduit celle-ci tous les samedis depuis le 23. Leur colère est profonde, d'autant que France Telecom considère que le site de Châteauroux, doit être supprimé d'ici 2017. Les départs en retraite ne sont pas remplacés et tout recrutement externe est refusé.**

A Châteauroux une cinquantaine d'agents de cette plate forme téléphonique traitent régionalement les incidents des usagers de 5 départements (18/36/37/45/28), et répartissent le travail supplémentaire entre les agents des lignes de la région.

Ces plates formes téléphoniques sont utilisées comme régulateurs de gestion du personnel selon les cas et les besoins. La délocalisation de Châteauroux est une énième restructuration pour certains agents ayant déjà subi des fermetures de sites, des mobilités impayées.

Cette délocalisation est totalement inopportune, d'autant que sur Fleury les Aubrais France Télécom a dû créer une nouvelle plate forme pour répondre aux mêmes besoins, sur les mêmes départements. Ce transfert d'activité n'a nullement lieu d'être, à moins de vouloir tout concentrer sur des pôles régionaux et désertifier un peu plus les territoires comme l'Indre, considérée comme un département à moindre « valeur ajoutée ».

Les grandes sociétés multinationales veulent qu'il n'y ait plus aucun obstacle qui gêne leurs profits scandaleux dans le secteur de communications, marché à fort rendement. L'entrée d'un nouvel opérateur appelé « free » dans un contexte de crise économique risque de provoquer des dégâts en matière d'emplois y compris dans la sous-traitance.

L'annonce de la mutualisation des investissements dans les réseaux avec d'autres opérateurs(??) laisse entendre que France Telecom va poursuivre sa politique dans une Europe du capital où la concurrence doit être libre et non faussée. Ce sont les salariés de FTSA qui en feront les frais, par la baisse du pouvoir d'achat, la baisse d'activité, la fermeture de sites, la polyvalence, le refus d'investir dans la fibre optique ou le très haut débit satellitaire. La multinationale France Telecom entend continuer à dicter sa loi, verser des milliards de dividendes. **Le gouvernement doit stopper tout de suite cette politique. Les moyens d'une toute autre orientation existent.**

Communistes estime que pour ce sortir de ce marasme, il faut utiliser les profits fabuleux pour relancer les investissements, maintenir toutes les activités dans les territoires, créer toutes les conditions de recrutement, de formation au plus près des usagers pour une meilleur qualité de service.

Communistes est porteur d' une orientation politique forte en matière de droit à la communication pour tous sur tout le territoire. Il faut s'attaquer aux moyens de production et d'échange et pour cela France Telecom doit être re nationalisé sous monopole public d'Etat, en récupérant toutes les filiales.

Pour faire reculer le capital, rien ne remplacera les luttes que les salariés de tout le secteur des télécommunications mèneront ensemble sans relâche.

Communistes soutient la lutte des personnels de la conduite d'activité à Châteauroux.

www.sitecommunistes.org